

Lundi 7 Juillet 2025

Canicule, inondations : notre santé et nos vies, pas leurs profits !

Au Texas, les inondations survenues après des pluies diluviales ont fait plus de 50 morts et des dizaines de disparus, dont beaucoup d'enfants. En Inde, 69 personnes ont perdu la vie du fait des crues et des glissements de terrain liés à la mousson. En Turquie et en Grèce, comme dans le sud de la France, ce sont les incendies qui embrasent la végétation rendue inflammable par la sécheresse chronique et les vagues de chaleur.

Catastrophes naturelles et catastrophes sociales

Ce n'est pas une fatalité ou un coup du sort. Ce sont des conséquences du dérèglement climatique dont l'origine se trouve dans le capitalisme, un système orienté vers le profit au mépris des travailleurs et de l'environnement. C'est aussi le produit d'une société qui ne préserve pas ses membres. Le comté texan de Kerr est régulièrement victime d'inondations, mais ça n'empêche pas les Églises d'y organiser des camps de vacances, d'où le nombre élevé d'enfants décédés. Et l'agence météo américaine avait donné l'alerte quelques heures avant le drame, sans que les autorités locales ne prennent de dispositions.

Climato-scepticisme d'opposition... et de gouvernement

Cette agence météo a fait l'objet de sévères coupes budgétaires de la part de Trump, comme d'ailleurs tous les instituts scientifiques qui étudient le climat. Partout où elle est au pouvoir, l'extrême droite sabote les quelques mesures vertes. Et partout où elle est dans l'opposition, elle fait de la démagogie anti-écolo. Elle surfe sur la crainte des classes populaires que la transition se fasse au détriment de leur mode de vie. Mais elle se garde bien de montrer que tous les aspects de ce mode de vie, des lieux d'habitation et de travail au type de transports empruntés, sont déterminés par l'argent-roi : les contraintes et les entraves à la « liberté » ne sont pas du côté que l'on croit !

L'extrême droite n'a pas besoin d'être au pouvoir pour voir sa politique appliquée. Les gouvernements en place s'y emploient très bien, en dépit d'un greenwashing de façade. En France, les aides à la rénovation thermique des bâtiments comme celles

pour électrifier les véhicules sont sans cesse rabotées, la construction de l'autoroute A69 a repris, les propriétaires de logement pourraient finalement continuer à les louer même si ce sont des passoires thermiques... Résultat : les émissions de gaz à effet de serre ont cessé de reculer au premier trimestre.

Le monde du travail paie le prix du changement climatique

Lundi 30 juin, un des nôtres, un ouvrier de 35 ans, est mort après avoir quitté son chantier à Besançon. Il s'ajoute à la cinquantaine de ceux qui sont morts au travail du fait de la chaleur depuis 2018. Ce chiffre est d'ailleurs sous-estimé, car l'administration est incapable de déterminer les causes de décès dans tous les cas.

En revanche, elle se montre très attentive à ce que le travail continue coûte que coûte. Les nouvelles règles « fortes chaleurs » sorties le 1^{er} juillet ne définissent toujours pas de température maximale au-delà de laquelle le travail doit cesser. Dans le bâtiment, les patrons bénéficient du chômage partiel en cas de vigilance canicule orange ou rouge (comme c'était le cas à Besançon le 30 juin) mais rien n'oblige à arrêter les chantiers. Ce n'est pas la chaleur qui tue, mais la rapacité capitaliste.

Mais on ne va pas crever de chaud pour leurs profits. Dans de nombreuses entreprises, des travailleurs ont pratiqué leur droit de retrait pour se protéger ; aux ateliers SNCF de Quatre Mares à Rouen, un débrayage a eu lieu pour obtenir un accès à l'eau et à Montpellier, des conducteurs de bus ont même fait grève pour exiger la clim dans les véhicules. Ces mobilisations collectives sont encore rares, mais elles sont la preuve que nous pouvons nous battre avec nos armes de classe pour ne pas faire les frais du réchauffement climatique.

Ambiance tropicale

Lundi, ça a été la pluie dans les ateliers, après la canicule la semaine dernière. La direction laisse le site à l'abandon depuis des années avec des plantes qui poussent dans les cours. Il paraît qu'on est une usine premium, avec un avenir... 100 % nature ? C'est pour une tempête que les salariés pourraient aussi s'organiser.

Ma santé, ma priorité !

La semaine dernière, avec la chaleur, plusieurs salariés ne sentaient pas bien, soit ils ont dû se mettre en arrêt soit ils ont fait des malaises à l'usine. On crevait tous de chaud, on prend des risques à travailler dans ces conditions. Ralentissons le travail et imposons plus de pauses, et plus longues.

Bisons pas très futés

Mardi midi, il faisait beau et pas trop chaud, les grands chefs ont donc fait leurs sorties de fin d'année en jouant aux gendarmes. Ils aiment bien faire la morale sur nos déplacements, mais ils ferment les yeux sur les problèmes de sécurité sur nos postes de travail.

La quête pour les riches

La direction nous propose de devenir actionnaire de Stellantis. Déjà qu'on n'a pas beaucoup d'argent avec nos salaires, on ne va sûrement pas leur en donner pour les aider à nous exploiter, puis nous virer.

Ne restons pas isolés !

Jeudi, une trentaine de salariés de Stellantis Poissy est allée diffuser un tract et surtout discuter avec les salariés de OP Mobility (ex-Plastic Omnium) de Vernon, qui produisent des pare-chocs pour l'Opel Mokka. Ce site travaille à 40 % pour notre usine.

Quand nous fermerons, ils risquent de subir des licenciements ou carrément de fermer. Les travailleurs de OP Mobility l'ont bien compris et on fait un bon accueil à ceux de Poissy.

Après les autres visites des salariés de Poissy chez les travailleurs sous-traitants de MC Synchro (roues), chez Lear (siège), chez Forvia (panneaux de porte et planche de bord) en Île-de-France et Normandie... il est important d'élargir encore la liste de nos alliés dans la lutte contre nos patrons.

Tous ensemble unissons-nous, qu'on soit sous-traitant de Stellantis Poissy, de l'automobile ou d'autre secteurs menacés.

Les samedis à la poubelle !

Stellantis Sochaux, le travail le samedi 5 juillet a été annulé pour tous, sauf pour l'Emboutissage. Résultat : une grande majorité des salariés se sont mis en grève la veille dont 100 % des maintenanciers et des metteurs au point. De quoi faire réfléchir la direction. Ras-le-bol des samedis obligatoires et payé au rabais !

Un chantage pour défendre les profits, pas les emplois

La semaine dernière, en visite à Stellantis Hordain (ex-Sevelnord), Jean-Philippe Imparato, directeur Europe de Stellantis a menacé : « *Aujourd'hui, c'est très clair : nous sommes à quelques mois d'un drame* », « *si je paie les amendes CO₂, je devrai fermer des usines* » en citant Hordain, Vigo (Espagne), Mangualde (Portugal) et Atessa (Italie). Son but est de demander des annulations ou baisses des amendes et un assouplissement des règles sur les émissions de CO₂.

Quand nous, les salariés, on a une amende, on la paye. Pourquoi pas les actionnaires de Stellantis ? Ils se veulent toujours au-dessus des lois, les adaptent à leur guise et siphonnent les fonds publics (nos impôts).

Un chantage de crapule de Stellantis : car même avec un assouplissement réglementaire, il cherchera à supprimer des emplois et fermer des sites.

Un drame bien réel en cours

Stellantis Douvrin (400 salariés) va fermer fin 2025, début 2026. Poissy n'a aucun avenir après la fin de la Mokka dans 18 mois... et d'autres sites voient leurs emplois menacés, le drame il est pour les salariés qui subissent la course aux profits des actionnaires.

Imparato montre du doigt la commission européenne, mais c'est lui et les autres patrons de Stellantis qui organisent la casse généralisée de l'emploi dans un groupe qui a fait 5,5 milliards de profit en 2024.

Pour Stellantis : le client est le roi... des pigeons

930 000 voitures de Stellantis, équipées de moteur 1.5 BlueHDI, fabriquées entre 2017 et 2023 sont rappelées car il y a risque de casse.

Airbag meurtrier Takata, moteur PureTech, maintenant le 1.5 BlueHDI ... Stellantis enchaîne les problèmes de qualité. C'est le résultat d'une course à l'économie pour en mettre plein les poches des actionnaires.

Seul un rapport de force pourra en imposer !

Ce lundi, les salariés d'ArcelorMittal ont manifesté sur les 500 derniers mètres de la troisième journée du Tour de France à Dunkerque, avant de monter sur le podium. Le 20 juin ils tenaient un meeting.

Selon la CGT, les 650 emplois menacés en France cachent mal la menace de fermeture de 4 sites d'ici à 2029 : Dunkerque, Basse-Indre, Montataire et Florange. Tous sont ou ont été fournisseurs en bobines des usines automobile : Toyota, Volkswagen ou même Stellantis Poissy.

La CGT réclame une nationalisation, qui n'a jamais garanti la sauvegarde des emplois, et compte sur les parlementaires pour l'imposer. Mais les ouvriers d'ArcelorMittal ont bien d'autres alliés pour faire reculer patronat et gouvernement sur les licenciements et fermetures : tous les salariés des sites menacés actuellement, jusqu'à nous à Stellantis Poissy !